



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

STEF

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017
STEF
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Ce rapport contient 53 pages

STEF

Siège social : 93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Capital social : €13 165 649

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale de la société STEF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société STEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation de l'actif immobilisé (y compris écarts d'acquisition)

(Notes 2.2, 2.4, 2.5, 2.7, 4.9, 4.10 et 4.11 de l'annexe aux comptes consolidés)

Description du risque :

Au 31 décembre 2017, les actifs immobilisés sont constitués des éléments suivants :

- Ecarts d'acquisition (139,6 millions d'euros)
- Autres immobilisations incorporelles (14,8 millions d'euros)
- Immobilisations corporelles (1 064,4 millions d'euros) correspondant notamment aux plateformes et entrepôts, matériels de transport et navires.

Le Groupe examine de manière régulière si ses immobilisations incorporelles et corporelles ne sont pas soumises aux indices de perte de valeur décrits en note 2.7 de l'annexe, et le cas échéant, réalise des tests de perte de valeur.



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

Le Groupe réalise par ailleurs annuellement, un test de perte de valeur des écarts d'acquisition et des éléments incorporels à durée de vie indéterminée selon les modalités décrites dans la note 2.7 de l'annexe. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés, éventuellement regroupés au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (ci-après « UGT »), est inférieure à leur valeur nette comptable. Cette valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et sa juste valeur nette des coûts de vente. La détermination de la valeur recouvrable repose sur des calculs de flux de trésorerie futurs actualisés visant à déterminer la valeur d'utilité des UGT. Ces calculs requièrent des jugements importants de la direction, notamment sur l'établissement des prévisions ainsi que sur le choix des taux d'actualisation et de croissance sur le long terme retenus.

Par exception, pour l'UGT Maritime, la valeur de marché des navires à dire d'experts est utilisée comme valeur terminale.

Dans ce contexte, nous avons considéré l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels comme un point clé de l'audit, du fait de l'importance de ces actifs au bilan et du recours élevé au jugement de la direction qu'implique cette évaluation, notamment sur l'établissement des prévisions ainsi que sur le choix des taux d'actualisation et de croissance sur le long terme retenus.

Notre réponse au risque :

Nos travaux ont consisté, en premier lieu, à revoir le caractère raisonnable des indicateurs de perte de valeur retenus par le Groupe et à apprécier en conséquence l'étendue des tests réalisés sur l'exercice.

Nous avons évalué si l'allocation des actifs testés à des Unités Génératrices de Trésorerie (ci-après « UGT ») était appropriée au regard de l'utilisation des actifs concernés et des synergies pouvant exister entre les actifs.

Pour les tests visant à déterminer la valeur d'utilité des UGT, nos travaux ont consisté à :

- Corroborer l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable des UGT testées et la cohérence de ces éléments avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité ;
- Apprécier la cohérence des projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction telles qu'elles ont été présentées au Conseil d'Administration dans le cadre des processus budgétaires ;
- Apprécier la cohérence des hypothèses retenues notamment en ce qui concerne les taux de croissance et les taux d'actualisation (WACC) ;
- Analyser le caractère approprié des informations fournies dans la note 4.9 de l'annexe aux comptes consolidés notamment sur les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs corporels et incorporels à une variation des principales hypothèses retenues ;



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

- Apprécier la pertinence des UGT retenues par le management pour conduire les tests de perte de valeur du goodwill et, le cas échéant, mener des tests de sensibilité sur une structuration différente des UGT ;
- Pour les actifs de l'UGT Maritime, dont la valeur terminale est déterminée sur la base de la valeur de marché des navires, nos travaux ont consisté à obtenir les rapports d'évaluation de ces actifs et d'apprécier la compétence et l'objectivité des experts ayant été mobilisés pour conduire ces évaluations.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société STEF par l'assemblée générale du 18 décembre 1997 pour le cabinet Mazars et du 22 juin 1994 pour le cabinet KPMG Audit IS.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Mazars était dans la 20ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit IS dans la 23ème année, dont 19 années pour les deux cabinets, depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 6 avril 2018

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS



Benoît Lebrun Jérémie Lerondeau
Associés

MAZARS



Olivier Thireau
Associé

GROUPE STEF

Comptes consolidés
Exercice 2017

GROUPE STEF

Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2017	Exercice 2016	variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	2 975 650	2 824 476	5,4%
Consommations en provenance des tiers	4.2	(1 908 839)	(1 800 286)	6,0%
Impôts, taxes et versements assimilés		(62 210)	(59 510)	4,5%
Charges de personnel	4.3	(773 583)	(744 350)	3,9%
Dotations aux amortissements et dépréciations d'immobilisations	4.10 4.11	(108 143)	(106 902)	1,2%
(Dotations) Reprises nettes aux dépréciations et provisions	4.4	(1 154)	(618)	
Autres produits et charges opérationnels	4.5	10 614	10 451	
RESULTAT OPERATIONNEL		132 335	123 261	7,4%
Charges financières	4.6	(8 856)	(12 537)	
Produits financiers	4.6	259	689	
Résultat Financier		(8 597)	(11 848)	27,4%
RESULTAT AVANT IMPÔT		123 738	111 413	11,1%
Charge d'impôt	4.7	(33 284)	(24 867)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	4.13	3 445	820	
RESULTAT		93 899	87 366	7,5%
* dont part du Groupe		93 638	87 052	7,6%
* dont intérêts minoritaires		261	314	
EBITDA	4.8	241 632	230 781	4,7%
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	
- de base :	4.20	7,61	7,09	7,4%
- dilué :	4.20	7,59	7,08	7,3%

GROUPE STEF

Comptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

ACTIFS	note	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	4.9	139 604	137 018
Autres immobilisations incorporelles	4.10	14 776	20 919
Immobilisations corporelles	4.11	1 064 434	1 000 304
Actifs financiers non courants	4.12	29 157	28 475
Participations dans les entreprises associées	4.13	29 039	22 906
Actifs d'impôt différé	4.14	19 909	23 482
Total de l'actif non courant		1 296 919	1 233 104
Actifs courants			
Stocks et en cours	4.15	58 187	36 677
Clients	4.16	475 305	455 263
Autres créances et actifs financiers courants	4.17	126 183	122 308
Actif d'impôt courant		21 794	20 596
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	4.18	59 419	51 526
Total de l'actif courant		740 888	686 370
Total des actifs		2 037 807	1 919 474
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital	4.19	13 166	13 166
Primes		-	-
Réserves		612 656	543 866
Capitaux propres part du Groupe		625 822	557 032
Intérêts minoritaires		2 629	2 327
Total des Capitaux propres		628 451	559 359
Passifs non courants			
Provisions non courantes	4.22 4.23	37 680	45 095
Passifs d'impôt différé	4.14	36 746	39 945
Dettes financières non courantes (b)	4.21	251 819	329 374
Total du passif non courant		326 245	414 414
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		397 555	356 802
Provisions courantes	4.23	18 262	13 000
Autres dettes courantes	4.26	333 390	333 247
Dette d'impôt courant		133	1 305
Dettes financières courantes (c)	4.21	333 771	241 347
Total du passif courant		1 083 111	945 701
Total des capitaux propres et passifs		2 037 807	1 919 474
Endettement net (b) + (c) - (a)		526 171	519 195
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres		0.84	0.93

GROUPE STEF

Comptes consolidés

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2017	Exercice 2016
RESULTAT DE LA PERIODE		93 899	87 366
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	4.22	1 052	(2 573)
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	4.14	(427)	520
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat		625	(2 053)
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		(2 563)	229
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie		4 714	1 904
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	4.14	(3 213)	(1 019)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat		(1 062)	1 114
Résultat Global de la période		93 463	86 426
* dont part du Groupe		93 202	86 112
* dont intérêts minoritaires		261	314

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)

	note	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31 décembre 2015		13 166	0	528 315	694	(42 424)	(7 387)	492 364	2 026	494 390
Dividendes versés				(23 925)				(23 925)		(23 925)
Achats et ventes d'actions propres						1 072		1 072		1 072
Autres opérations				1 588				1 588		1 588
Opérations avec les intérêts minoritaires	3.2.2			(179)				(179)	(13)	(192)
Total des transactions avec les actionnaires		0	0	(22 516)	0	1 072	0	(21 444)	(13)	(21 457)
Résultat global de la période		0	0	84 999	229		885	86 112	314	86 426
Capitaux propres au 31 décembre 2016		13 166	0	590 798	923	(41 352)	(6 502)	557 032	2 327	559 359
Dividendes versés				(27 650)				(27 650)		(27 650)
Achats et ventes d'actions propres						914		914		914
Autres opérations en actions				1 944				1 944		1 944
Opérations avec les intérêts minoritaires	3.2.2			380				380	41	421
Total des transactions avec les actionnaires		0	0	(25 326)	0	914	0	(24 412)	41	(24 371)
Résultat global de la période		0	0	94 263	(2 563)		1 501	93 202	261	93 463
Capitaux propres au 31 décembre 2017		13 166	0	659 735	(1 640)	(40 438)	(5 001)	625 822	2 629	628 451

GROUPE STEF

Comptes consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (En milliers d'euros)

	note	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat de la période		93 899	87 366
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions		108 076	112 349
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	4.5	(6 220)	(9 049)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	4.13	(3 445)	(820)
+/- Variation de juste valeur des instruments dérivés	4.6	(188)	68
+/- Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		1 944	
- Impôts différés	4.14	(3 099)	(2 087)
Capacité d'autofinancement (A)		190 967	187 827
Elimination de la charge (produit) d'impôt	4.7	33 284	24 867
Impôts payés (hors CICE)		(34 839)	(33 444)
Variations des autres éléments du BFR		(5 863)	1 187
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)		(7 418)	(7 390)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (C)=(A+B)		183 549	180 437
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.10	(4 822)	(8 889)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	4.11	(169 362)	(145 956)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers		(823)	(2 302)
-/+ Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions d'entreprises nets de la trésorerie acquise (**)	3.2.1	(7 442)	(2 271)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		10 867	14 966
+ Dividendes reçus des entreprises associées		1 051	1 647
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (D)		(170 531)	(142 805)
+/- Achats et ventes d'actions propres		914	1 072
- Dividendes versés aux actionnaires de STEF		(27 650)	(23 925)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales		0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		142 157	243 370
- Remboursements d'emprunts		(147 929)	(251 386)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (E)		(32 508)	(30 869)
Trésorerie nette à l'ouverture *		13 934	7 171
Trésorerie nette à la clôture *		(5 556)	13 934
= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (C+D+E) (*)		(19 490)	6 763
Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit : *		31/12/2017	31/12/2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.18	59 419	51 526
Découverts bancaires et crédits spot	4.21	(64 975)	(37 592)
		(5 556)	13 934
Paiements sur acquisitions d'entreprises		31/12/2017	31/12/2016
Trésorerie acquise	3.2.1	(6 270)	(2 324)
Décaissement net **		(1 172)	53
		(7 442)	(2 271)
Variations des titres		31/12/2017	31/12/2016
Vers Express			(2 100)
Netko			(224)
Badosa		(2 518)	
QSL		(245)	
Normandie Export Logistics		(3 483)	
SCCV Silsa		(24)	
Acquisitions nettes des cessions de titres		(6 270)	(2 324)
Trésorerie acquise ou cédée		31/12/2017	31/12/2016
Badosa		-1 172	
Vers Express			53
Décaissement net		-1 172	53

Sommaire

1	Référentiel comptable.....	8
2	Principes comptables.....	9
2.1	Règles et modalités de consolidation.....	9
2.2	Écarts d'acquisition.....	10
2.3	Acquisition d'intérêts minoritaires.....	10
2.4	Autres immobilisations incorporelles.....	10
2.5	Immobilisations corporelles.....	10
2.6	Actifs financiers non dérivés.....	11
2.7	Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations.....	11
2.8	Stocks.....	12
2.9	Actifs non courants détenus en vue de la vente.....	12
2.10	Impôt sur les bénéfices.....	12
2.11	Avantages au personnel.....	13
2.12	Actions de performance.....	13
2.13	Passifs financiers non dérivés.....	13
2.14	Instruments dérivés.....	13
2.15	Provisions.....	14
2.16	Actions propres.....	14
2.17	Subventions d'investissements.....	14
2.18	Contrats de location.....	14
2.19	Conversion monétaire.....	14
2.20	Produits des activités ordinaires.....	15
2.21	Information sectorielle.....	15
2.22	Options en matière de présentation.....	15
2.23	Indicateurs non comptables.....	15
3	Périmètre de consolidation.....	16
3.1	Évolution du périmètre.....	16
3.2	Changements intervenus en 2017.....	16
3.2.1	Acquisitions, créations.....	16
3.2.2	Cessions, liquidations, TUP.....	17
3.3	Changements intervenus en 2016 (rappel).....	17
3.3.1	Acquisitions, créations.....	17
4	Notes explicatives sur les comptes.....	18
4.1	Information sectorielle.....	18
4.1.1	Informations par secteurs.....	18
4.1.2	Informations par zones géographiques.....	19
4.2	Consommations en provenance des tiers.....	19
4.3	Charges de personnel.....	19
4.4	Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions.....	20
4.5	Autres produits et charges opérationnels.....	20
4.6	Produits et charges financiers.....	20
4.7	Charge d'impôt sur les bénéfices.....	21
4.8	EBITDA.....	21
4.9	Écarts d'acquisition.....	22
4.10	Immobilisations incorporelles.....	23
4.11	Immobilisations corporelles.....	24
4.12	Actifs financiers non courants.....	24
4.13	Entreprises associées.....	25
4.14	Actifs et passifs d'impôt différé.....	25
4.15	Stocks.....	27
4.16	Clients.....	27

4.17	Autres créances.....	27
4.18	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	27
4.19	Capital social.....	28
4.20	Résultat par action.....	28
4.21	Dettes financières.....	29
4.22	Avantages au personnel.....	30
4.23	Provisions.....	32
4.24	Gestion des risques financiers.....	32
4.25	Autres dettes.....	37
4.26	Locations simples.....	37
4.27	Opérations avec des parties liées.....	37
4.28	Gestion du capital.....	38
4.29	Honoraires des Commissaires aux comptes.....	38
4.30	Engagements hors bilan.....	38
4.31	Passifs éventuels.....	39
4.32	Convention de délégation de service public.....	39
4.33	Événements postérieurs à la clôture.....	39
5	Liste des sociétés consolidées.....	40

GROUPE STEF

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE 2017

La société STEF et ses filiales (ci-après STEF ou le Groupe) ont pour principales activités le transport routier et la logistique sous température contrôlée ainsi que le transport maritime.

La société mère, STEF S.A. est une société de droit français dont le siège situé à Paris 8ème – 93, boulevard Malesherbes et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris.

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société réuni le 14 mars 2018. Ils ne seront définitifs qu'à l'issue de leur approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 2 mai 2018. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de STEF, arrondi au millier le plus proche.

1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la société STEF sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le référentiel IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs financiers classés comme disponibles à la vente et des équivalents de trésorerie qui sont évalués en juste valeur.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Toutefois, le Groupe a appliqué les amendements et révisions des normes et interprétations suivants dont l'application au sein de l'Union Européenne est devenue obligatoire au 1er janvier 2017 :

- les amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » : « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés »
Ces amendement n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2017.

- les amendements à IAS 7 « État des flux de trésorerie » : « Initiative concernant les informations à fournir ».
Un tableau sur les dettes financières a été ajouté en note 4.21. Il présente les variations des activités de financement en dissociant les flux cash des flux non cash.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et amendements suivants dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2017 :

- la norme IFRS 15 « Comptabilisation du revenu »

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1er janvier 2018.

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de locations, des contrats d'assurance, des instruments financiers et des garanties. Le mode d'enregistrement de ces revenus dans le compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu, et cela pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en échange du bien ou du service.

Les traitements comptables actuellement appliqués pour la reconnaissance des revenus générés par nos contrats ont été analysés et les travaux sont en cours de finalisation. Le Groupe estime que la première application de la norme IFRS 15 n'aura pas d'incidence significative sur sa situation nette à l'ouverture de l'exercice 2018.

- la norme IFRS 9 « Instruments financiers »

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016, est applicable au 1er janvier 2018.

Les impacts de cette nouvelle norme sont estimés non significatifs au sein du Groupe.

- la norme IFRS 16 « Contrat de location »

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16. IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrat de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par un contrat de location. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1er janvier 2019.

Le Groupe a initié au cours de l'exercice 2017 le projet de mise en œuvre de la norme IFRS 16.

Le recensement des contrats et la collecte des données nécessaires à l'estimation précise de l'impact sur le bilan de la première application d'IFRS 16 sont toujours en cours. Les contrats portent principalement sur les baux immobiliers et le matériel roulant.

Le montant du passif est sensiblement dépendant des hypothèses retenues en matière de taux d'actualisation et de durée des engagements, les options d'extension ou de résiliation anticipée des contrats devant être intégrées dans le calcul du passif si leur activation est jugée raisonnablement probable lors de la conclusion du contrat. Les impacts sont en cours de chiffrage.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite, de la part de la Direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur certaines informations données en notes annexes. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles.

En raison du caractère incertain inhérent à ces estimations, les montants définitifs peuvent se révéler différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques et les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière dans les domaines suivants :

- ↓ détermination des durées d'utilisation des immobilisations (note 2.5)
- ↓ détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers à long terme (notes 4.10 et 4.11)
- ↓ qualification des contrats de location (note 2.18)
- ↓ évaluation des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 3.2)
- ↓ évaluation des provisions pour risques et charges (note 2.15)
- ↓ reconnaissance des impôts différés actifs (notes 2.10 et 4.14)
- ↓ évaluation des avantages au personnel (note 2.11)

2 Principes comptables

Les méthodes comptables, présentées ci-après, ont été appliquées de manière constante à l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers.

2.1 Règles et modalités de consolidation

Filiales

Les comptes des entités contrôlées sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle sur une entité est acquis lorsque STEF dispose, d'une manière directe ou indirecte, du droit de prendre les décisions d'ordre opérationnel et financier sur une entité, de manière à bénéficier de ses activités. Le contrôle sur une entité est présumé lorsque STEF détient, d'une manière directe ou indirecte, le pouvoir sur l'entité et est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité. STEF a également la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. L'appréciation de l'existence du contrôle se fonde sur les droits de vote dont dispose le Groupe. L'intégration des comptes d'une entité débute à la date de prise de contrôle et prend fin lorsque celui-ci cesse.

Entreprises associées

La mise en équivalence est appliquée aux titres des entités contrôlées conjointement ou dans lesquelles le Groupe dispose d'une influence notable sans pouvoir en exercer le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'au moins 20 % des droits de vote. La mise en équivalence débute lorsque l'influence notable est obtenue et cesse lorsqu'elle disparaît.

Elimination des opérations et résultats intragroupe

Les créances, dettes et transactions entre entités consolidées, sont intégralement éliminées. Les profits internes, réalisés à l'occasion de cessions d'actifs, sont également éliminés de même que les pertes internes. L'existence de pertes internes est un indice de dépréciation.

Les profits et pertes internes entre le Groupe et les entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans ces entreprises.

2.2 Écarts d'acquisition

Les acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Pour ces regroupements, les écarts d'acquisition correspondent aux montants comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

Les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2004 et antérieures au 1^{er} janvier 2010 sont égaux à la différence existant, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Le groupe évalue l'écart d'acquisition à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, plus
- le montant comptabilisé pour toute participation minoritaire de l'entreprise acquise ; plus, si l'acquisition est réalisée par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs et des passifs, et de certains passifs éventuels identifiables.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition avantageuse, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont évalués ultérieurement, à leur coût, diminué du cumul des dépréciations. Ils font l'objet, a minima, d'un test de dépréciation annuel ou dès survenance d'un événement indicatif d'une perte de valeur.

2.3 Acquisition d'intérêts minoritaires

Les acquisitions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et il ne résulte, en conséquence, aucun écart d'acquisition de telles transactions. Les ajustements de participations minoritaires sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

2.4 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, autres que les écarts d'acquisition, sont principalement constituées de logiciels informatiques, créés de manière interne ou acquis. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont amortis linéairement sur leur durée estimée d'utilisation qui actuellement n'excède pas cinq ans.

Les coûts de développement des logiciels à usage interne ou destinés à être commercialisés, sont immobilisés à partir du jour où certaines conditions sont réunies, en particulier lorsqu'il est démontré que ces logiciels généreront des avantages économiques futurs probables du fait d'une amélioration significative des processus d'exploitation, et que le Groupe dispose des ressources techniques et financières suffisantes pour les mener à bien et a l'intention de les utiliser ou de les commercialiser.

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par des entrepôts frigorifiques, des plates-formes, des véhicules de transport, des navires transbordeurs et des immeubles de bureau. S'agissant des immobilisations réévaluées antérieurement au 1^{er} janvier 2004, date de transition aux normes IFRS, leurs valeurs réévaluées ont été présumées correspondre à leur coût d'acquisition à cette date.

Les amortissements sont déterminés de manière linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. La base amortissable est leur coût, à l'exception des entrepôts et plates-formes récents, pour lesquels la base amortissable est égale à 90 % du coût. Lorsque certains éléments des constructions ont des durées d'utilité inférieures à la durée d'utilité de l'ensemble de la construction, ils sont amortis sur leur durée d'utilité propre. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité, estimées à compter de la livraison à neuf sont les suivantes :

↳ Entrepôts et plates-formes :	25 – 30 ans
↳ Extensions ultérieures :	20 ans
↳ Immeubles de bureaux :	40 ans
↳ Matériel et installation de production :	10 ans
↳ Agencements et installations :	6 à 10 ans
↳ Navires :	20 ans
↳ Matériel de transport :	5 à 9 ans
↳ Mobilier de bureau :	7 à 10 ans
↳ Matériel informatique :	3 à 5 ans

Les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif éligible sont incorporés au coût de l'actif. Les actifs éligibles sont les navires acquis à neuf, dont la durée de construction excède largement 12 mois.

2.6 Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent les créances liées à l'exploitation, la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres de participation classés comme disponibles à la vente, les prêts et les dépôts et cautionnements. Ils sont comptabilisés, initialement, à la juste valeur augmentés des coûts d'acquisition sauf dans le cas des actifs évalués à la juste valeur par résultat.

Les créances clients et les autres créances d'exploitation ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. En cas de défaillance des débiteurs et d'indication objective de perte de valeur, les créances clients font l'objet de dépréciations pour que leurs montants nets reflètent les flux de trésorerie espérés.

Les prêts sans intérêt, consentis à des organismes dans le cadre de la contribution obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sont enregistrés initialement à la juste valeur qui correspond à leur montant actualisé à la date du versement. La différence avec le montant versé est enregistrée en charges au moment du versement.

Les instruments de capitaux propres (titres de participation non consolidés) sont classés comme disponibles à la vente et évalués à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des dépréciations qui sont inscrites en résultat. Les instruments de capitaux propres non cotés, dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière sûre, sont évalués initialement à leur coût, diminué le cas échéant du cumul des dépréciations ultérieures.

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. Le groupe STEF a opté pour une gestion de ces actifs à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant portées en résultat.

2.7 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

La norme IAS 36 prescrit de s'assurer que la valeur comptable des immobilisations incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) et corporelles, n'excède pas leur valeur recouvrable.

Cette vérification est effectuée une fois par an, pour les écarts d'acquisition, les éléments incorporels à durée de vie indéterminée et ceux en cours de développement. Des tests de dépréciation sont réalisés annuellement de façon systématique.

Par ailleurs, le groupe analyse de manière régulière si ses immobilisations corporelles ne sont pas soumises à des indices de perte de valeur, et le cas échéant, établit des tests de perte de valeur.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont :

- La rentabilité dégradée des Unités Génératrices de Trésorerie qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels tels que définis en note 2.21
- La non exploitation/inoccupation d'un site ou d'une plateforme
- Une évolution réglementaire particulière pouvant impacter de façon significative la rentabilité

La valeur recouvrable d'une immobilisation est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur, nette des coûts de la vente. La valeur d'utilité d'une immobilisation est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de son utilisation. Les immobilisations qui ne produisent pas des flux de trésorerie suffisamment autonomes sont regroupées en unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux plus petits groupes d'immobilisations produisant des flux de trésorerie autonomes. Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des synergies des regroupements d'entreprises correspondants.

Les flux de trésorerie futurs attendus d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie sont établis sur la base d'une projection budgétaire à 5 ans et d'une valeur terminale déterminée par capitalisation d'un flux normatif, obtenu par extrapolation du dernier flux de l'horizon explicite du plan d'affaires, affecté d'un taux de croissance spécifique à l'activité concernée, exception faite de l'UGT Maritime pour laquelle les navires sont évalués à dire d'expert. Les flux ainsi obtenus sont actualisés à un taux déterminé, sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est constatée si la valeur comptable d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dépréciation est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition attaché à l'unité génératrice de trésorerie, puis à celle de la valeur comptable des autres actifs de l'unité. Une dépréciation constatée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

2.8 Stocks

Les principaux stocks sont constitués de carburants, de pièces détachées, d'emballages commerciaux et de matières consommables et de marchandises de l'activité restauration. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition et, pour la plupart, valorisés selon la méthode premier entré/premier sorti (FIFO). Les stocks endommagés font l'objet d'une dépréciation, évaluée sur la base de leur valeur probable de réalisation.

2.9 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente), dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par leur utilisation continue, sont classés au bilan comme actifs détenus en vue de la vente. A compter de leur classement sous cette rubrique, ils sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles amortissables ne sont plus amorties à compter de leur classement en actifs détenus en vue de la vente.

2.10 Impôt sur les bénéfices

La charge (ou le produit) d'impôt sur les bénéfices comprend, d'une part, l'impôt exigible au titre de l'exercice, d'autre part, la charge ou le produit d'impôts différés. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global, auxquels cas ils sont comptabilisés en capitaux propres, ou en autres éléments du résultat global.

Des impôts différés sont calculés par entité fiscale lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont évalués en appliquant les taux d'impôt qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporelles, sur la base de législations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles et des pertes fiscales reportables et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que les entités fiscales concernées disposeront de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs pourront s'imputer. Ils sont examinés à chaque date de clôture. Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture. Les effets de changement de taux sont enregistrés en résultat sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi accordé aux entreprises par le gouvernement français au 1er janvier 2013 est établi sur la base annuelle des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC. Ce produit est comptabilisé en minoration des charges de personnel. Il représente 7% de la base annuelle éligible en 2017 (6% en 2016).

2.11 Avantages au personnel

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le Groupe sont comptabilisés au passif au fur et à mesure de l'acquisition des droits. Ils sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées, appliquée à une estimation des salaires au moment du versement des indemnités. Les écarts actuariels provenant des changements d'hypothèses et des différences entre les prévisions et les montants versés sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

La juste valeur des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance pour couvrir l'engagement, est déduite du passif. Les différences entre le rendement réel des fonds cantonnés et le produit financier comptabilisé en résultat, sur la base du taux actuariel retenu pour calculer la dette actuarielle, sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont des rémunérations versées plus d'un an après le terme de la période au cours de laquelle la prestation a été rendue par le salarié. Ils sont comptabilisés au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, et évalués selon les mêmes modalités que les indemnités de fin de carrière. Toutefois, les écarts actuariels qui en résultent sont immédiatement constatés en résultat.

Les engagements avantages post-emploi et les autres avantages à long terme sont évalués par un actuaire indépendant.

2.12 Actions de performance

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions de performance sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution d'actions de performance en France et à l'international représentent un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constituent à ce titre un complément de rémunération supporté par STEF. Leur évaluation est directement liée aux performances du Groupe. En conséquence, STEF a inclus la charge correspondante dans le résultat opérationnel dans la rubrique charges de personnel.

2.13 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières ainsi que celles engendrées par les opérations d'exploitation (fournisseurs et autres). Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, nette des coûts de transaction. Dans le cas des dettes d'exploitation, du fait de leurs échéances très courtes, leur juste valeur correspond à leur valeur nominale. Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le groupe ne possède pas d'instrument composé au 31 décembre 2017.

2.14 Instruments dérivés

Des instruments dérivés sont mis en place par le Groupe pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt lié à son endettement. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Même lorsque l'objectif du Groupe est de couvrir économiquement un risque, certains instruments dérivés ne remplissent pas les conditions imposées par la norme IAS 39 pour être qualifiés de couverture comptable. Dans ce cas, les variations de valeur ultérieures sont enregistrées en résultat.

Lorsqu'un dérivé a pu être qualifié d'instrument de couverture, les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées comme suit:

- s'il s'agit d'une couverture de juste valeur (échange de flux d'intérêts fixes contre des flux variables), celles-ci sont inscrites en résultat, sous la même rubrique que les ajustements de la juste valeur de la dette au titre du risque couvert
- s'il s'agit d'une couverture de flux futurs de trésorerie (échange de flux d'intérêts variables contre des flux fixes), celles-ci sont enregistrées comme autres éléments du résultat global, pour la partie efficace de la couverture, et sont, par la suite, transférées en résultat lors de la comptabilisation des flux d'intérêts faisant l'objet de la couverture. La part inefficace est, quant à elle, constatée en résultat.

2.15 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant comporte un certain degré d'incertitude. Elles sont comptabilisées lorsque le Groupe doit faire face à une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'il en résultera une sortie de ressource. Elles sont évaluées pour le montant le plus probable de décaissement à effectuer.

Les provisions pour litiges commerciaux consécutifs à des avaries survenues lors de l'exécution des prestations de transport et de logistique sont évaluées au cas par cas sur la base des réclamations reçues ou connues à la clôture de l'exercice.

2.16 Actions propres

Les montants décaissés par le Groupe pour l'acquisition d'actions STEF (actions propres) sont présentés en déduction des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, les montants encaissés ont pour contrepartie les capitaux propres. Les cessions d'actions propres en tant qu'opération entre actionnaires n'engendrent aucun résultat.

2.17 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des aides reçues d'autorités publiques pour contribuer au financement de certains investissements. Conformément à l'option offerte par la norme IAS 20, le groupe a choisi de présenter les subventions d'investissements en déduction du coût des immobilisations financées, ce qui a pour effet de réduire les bases d'amortissement et les dotations aux amortissements.

2.18 Contrats de location

STEF utilise des contrats de location pour financer une partie de ses immobilisations corporelles, telles que des véhicules "porteurs", des "semi-remorques" et de l'immobilier d'exploitation (entrepôts, plates-formes). Ces locations sont considérées comme des financements lorsqu'elles transfèrent au groupe l'essentiel des risques et des avantages procurés par les actifs loués; tel est le cas lorsque les contrats donnent au Groupe la faculté de devenir propriétaire en fin de location, dans des conditions suffisamment incitatives à la date de signature des contrats, pour qu'il soit très probable que le Groupe exerce son option d'achat en fin de contrat.

Lorsqu'un contrat de location a, lors de sa mise en place, les caractéristiques d'un financement, les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif pour un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des loyers futurs minimaux; en contrepartie, une dette est comptabilisée au passif et se réduit au fur et à mesure du paiement des loyers, pour la part correspondant à l'amortissement de la dette.

Les loyers dus au titre des locations simples sont pris en charge au cours des périodes au titre desquelles ils sont appelés. En cas de loyers dégressifs, STEF procède à leur étalement de manière linéaire sur la durée du contrat et constate les excédents de loyers, à l'actif, en charges constatées d'avance.

2.19 Conversion monétaire

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des créances et dettes qui font partie, en substance, des investissements nets dans les filiales étrangères et qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice qui, sauf fluctuations importantes des cours, est considéré comme approchant les cours en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

2.20 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, nette des remises et rabais accordés. Ils sont enregistrés lorsqu'il est probable que la contrepartie soit recouvrée et lorsque le degré d'accomplissement des prestations et les coûts associés peuvent être mesurés de façon fiable, quel que soit le type d'activité concernée.

Les produits des activités de transport sont reconnus lorsque la prestation est achevée.

Les produits des activités logistiques sont reconnus au fur et à mesure de l'exécution des prestations convenues.

Les produits dans le cadre du contrat d'approvisionnement de l'activité Restauration Hors Domicile sont comptabilisés lors de la vente des marchandises aux points de ventes.

Les produits provenant des activités maritimes incluent les contributions de l'Office des Transports de Corse prévues au contrat de délégation de service public.

2.21 Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe :

- qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des produits et d'encourir des charges, y compris des produits et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes du Groupe.
- dont le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par la Direction Générale en vue de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance et
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

L'information sectorielle consiste en une analyse des données consolidées par activités et par zones géographiques. L'information sectorielle, fournie en note 4.1, résulte de l'organisation du Groupe et de son mode de « Reporting » interne.

Il est rappelé que le Groupe identifie et présente, en application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », quatre secteurs opérationnels basés sur l'information transmise, en interne, à la Direction Générale qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Ces quatre secteurs représentent les quatre principales activités du Groupe qui opère chacune de ses activités en France au travers de 2 entités distinctes, STEF Logistique pour la logistique et STEF Transport pour le transport. Le développement international du Groupe se fait sous des entités juridiques regroupant le transport et la logistique. L'activité maritime est, elle, très distincte. Les informations concernant les résultats des secteurs sont incluses dans les tableaux de la note 4.1. La performance de chacun des secteurs présentés est évaluée par la direction générale sur la base de leur résultat opérationnel.

2.22 Options en matière de présentation

Le Groupe a choisi de présenter, par nature, les charges opérationnelles au compte de résultat.

La charge de l'exercice au titre des régimes de retraite à prestations définies est incluse dans les charges opérationnelles pour son montant total y compris la composante financière.

Les « autres produits et charges opérationnels » comprennent les plus et moins-values sur cessions d'actifs non courants, les dépréciations d'actifs non courants ainsi que les produits et charges opérationnels de montants significatifs, liés à des événements ou opérations inhabituels et qui sont de nature à altérer la comparabilité des exercices.

Le résultat net de change, est présenté en produits financiers (gain net) ou en charges financières (perte nette).

Les flux de trésorerie engendrés par l'activité sont présentés, selon la méthode indirecte, dans le tableau des flux de trésorerie.

2.23 Indicateurs non comptables

Le Groupe présente dans ses états financiers les indicateurs de performance suivants :

EBITDA : cet indicateur est égal au résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des immobilisations, dépréciations des immobilisations y compris les pertes de valeur des éléments incorporels, dotations/(reprises) sur provisions et écarts d'acquisition négatifs.

Endettement net : cet indicateur est égal au total des dettes financières courantes et non courantes, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Évolution du périmètre

	Filiales	Entreprises associées	Total
Nombre de sociétés au 31 décembre 2016 :	222	8	230
Acquisition Transports BADOSA (Espagne)	1		
Création STEF LOGISTIQUE AULNAY-SOUS-BOIS	1		
Création STEF LOGISTIQUE BRIGNAIS	1		
Création STEF LOGISTIQUE PLESSIS PATE	1		
Création STEF LOGISTIQUE ST PIERRE DES CORPS	1		
Création SCCV PARC DIJON CHAMPOLLION		1	
Création SCCV INNOVSPACE CORBAS		1	
Création SCCV SILSA		1	
Création QSL-STEF		1	
Création NORMANDIE EXPORT LOGISTICS		1	
Création de sociétés sans activité	3		
TUP STIM D'ORBIGNY	-1		
TUP ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT	-1		
Nombre de sociétés au 31 décembre 2017 :	228	13	241

3.2 Changements intervenus en 2017

3.2.1 Acquisitions, créations

- ✚ En début d'année, le groupe a créé une SNC dénommée Normandie Export Logistics en partenariat avec le groupe Savencia. Cette société est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 38,7%
- ✚ En mai, le groupe a créé une joint-venture, dénommée QSL-STEF, en partenariat avec Quick Services Logistics France. Cette société est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 49%
- ✚ Fin mai, le groupe a acquis 100 % des titres de la société Transports Badosa en Espagne par l'intermédiaire de la filiale STEF IBERIA.

L'impact de cette acquisition se présente comme suit :

Noms des entités acquises	Transports BADOSA
Description de l'activité	Transport routier
Localisation	Les Preses (ESPAGNE)
Date d'acquisition	31 mai 2017
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	100,00%
Prix du regroupement payé en liquidités	2 518 K€
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés	(66) K€
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	2 584 K€
Chiffre d'affaires depuis l'acquisition	7 802 K€
Résultat Opérationnel depuis l'acquisition	5 K€

- ✚ En décembre, le groupe a créé des sociétés coquilles destinées à recevoir prochainement des activités. Il s'agit de STEF LOGISTIQUE AULNAY, STEF LOGISTIQUE BRIGNAIS, STEF LOGISTIQUE PLESSIS PATE et STEF LOGISTIQUE ST PIERRE DES CORPS.
- ✚ Dans le cadre de ses opérations immobilières, le groupe crée, en partenariat avec des promoteurs immobiliers, des SCCV (Sociétés Civiles immobilières de Constructions Vente) afin de participer à des reconversions de sites anciens devenus sans usage dans le groupe :
 - SCCV INNOVESPACE CORBAS détenue à 25% par le groupe
 - SCCV PARC DIJON CHAMPOLLION détenue à 49% par le groupe
 - SCCV SILSA détenue à 49% par le groupe

La durée de vie de ces entités dépend du projet immobilier (entre 15 et 24 mois). Ces entités sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

3.2.2 Cessions, liquidations, TUP

Fin décembre, les sociétés d'Orbigny Maritime 1, d'Orbigny Maritime 2 et Atlantique Développement ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans la société STIM D'ORBIGNY. Puis STIM D'ORBIGNY a fait l'objet, à son tour, d'une transmission universelle de patrimoine dans la société STEF SA.

3.3 Changements intervenus en 2016 (rappel)

3.3.1 Acquisitions, créations

- ✚ Fin avril, le Groupe avait acquis la totalité des titres de la société VERS EXPRESS aux Pays-Bas par l'intermédiaire de sa filiale STEF Nederland.

L'impact de cette opération se détaillait comme suit :

Noms des entités acquises	VERS EXPRESS
Description de l'activité	Transport et distribution
Localisation	Eindhoven (PAYS -BAS)
Date d'acquisition	1er mai 2016
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	100,00%
	En milliers d'euros
Prix du regroupement payé en liquidités	2 100 K€
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés	(232 K€)
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	2 332 K€
	<i>du 01/05 au 31/12/2016</i>
Chiffre d'affaires depuis l'acquisition	4 155 K€
Résultat Opérationnel depuis l'acquisition	(150) K€

- ✚ En août, STEF IT France avait créé une filiale au Portugal dénommée STEF IT Portugal.
- ✚ Fin décembre, le groupe avait acquis par l'intermédiaire de sa filiale STEF NEDERLAND 40 % de la société NETKO. (Pays-Bas)

4 Notes explicatives sur les comptes

4.1 Information sectorielle

4.1.1 Informations par secteurs

2017	Activités					Données consolidées
	Transport	Logistique	Internationales	Maritime	Autres	
Chiffre d'affaires des activités	1 268 906	523 684	692 060	107 256	383 744	2 975 650
Résultat d'exploitation courant	69 259	10 233	30 947	9 108	2 175	121 721
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	2 616	7 386	1 264	(892)	240	10 614
Résultat opérationnel des activités	71 875	17 619	32 211	8 216	2 415	132 335
Charges financières nettes	(2 637)	(2 255)	(2 756)	(2 348)	1 399	(8 597)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(18 431)	(8 582)	(10 004)	80	3 653	(33 284)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(52)	238	(128)	0	3 387	3 445
RESULTAT	50 755	7 020	19 323	5 948	10 854	93 899
Actifs des activités	745 098	522 247	582 938	109 547	77 977	2 037 807
Actifs non affectés						-
Total des actifs						2 037 807
<i>dont écarts d'acquisition</i>	85 754	3 646	40 534	6 816	2 854	139 604
<i>dont entreprises associées</i>	4 129	6 849	2 691	0	15 370	29 039
Passifs des activités	348 132	263 586	243 474	(16 412)	(15 014)	823 766
Passifs non affectés et capitaux propres						1 214 041
Total des passifs						2 037 807
Montant des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice	40 539	27 437	22 229	7 396	10 542	108 143

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 362 millions d'euros en 2017 contre 342,3 millions d'euros en 2016.

Les actifs des activités sont constitués de la totalité des actifs du bilan. Les passifs non affectés sont les dettes financières. Ces dernières, dans la mesure où le financement du Groupe est assuré par une structure centrale, ne peuvent être raisonnablement affectées.

Le résultat du secteur Logistique comprend en 2017 une plus-value relative à la cession d'un site immobilier dans l'ouest de la France pour 6,5 millions d'euros.

2016	Activités					Données consolidées
	Transport	Logistique	Internationales	Maritime	Autres	
Chiffre d'affaires des activités	1 215 352	505 011	635 160	106 385	362 568	2 824 476
Résultat d'exploitation courant	59 146	19 882	27 225	6 370	186	112 810
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	1 337	139	326	9 070	(421)	10 451
Résultat opérationnel des activités	60 483	20 021	27 552	15 440	(235)	123 261
Charges financières nettes	(3 065)	(1 684)	(3 052)	(6 342)	2 295	(11 848)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(15 576)	(4 996)	(6 812)	(654)	3 171	(24 867)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	0	(2 305)	296	0	2 829	820
RESULTAT	41 842	11 037	17 984	8 444	8 059	87 366
Actifs des activités	726 651	479 409	517 050	143 301	53 063	1 919 474
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 919 474
<i>dont écarts d'acquisition</i>	85 754	3 646	37 948	8 128	1 542	137 018
<i>dont entreprises associées</i>	698	6 341	2 900	0	12 967	22 906
Passifs des activités	355 770	253 975	184 505	13 249	(18 105)	789 394
Passifs non affectés et capitaux propres						1 130 080
Total des passifs						1 919 474
Montant des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice	39 486	23 943	24 227	6 918	12 328	106 902

Le résultat du secteur maritime tenait compte en 2016 d'une plus-value nette en résultat opérationnel sur la cession du navire du Scandola de 7 millions d'euros.

4.1.2 Informations par zones géographiques

	France	Autres régions	Données consolidées
2017			
Chiffre d'affaires	2 242 461	733 189	2 975 650
Actifs non courants des zones	936 541	360 378	1 296 919
2016			
Chiffre d'affaires	2 168 436	656 040	2 824 476
Actifs non courants des zones	909 786	323 318	1 233 104

4.2 Consommations en provenance des tiers

	2017	2016
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	393 260	375 902
Achats de gazole et autres carburants	122 487	106 814
Achats d'autres énergies	43 946	44 099
Sous-traitance transport	898 107	828 758
Loyers et charges locatives	71 527	75 079
Entretien et maintenance	81 265	78 642
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	172 643	168 486
Assurances et avaries	50 904	49 163
Services extérieurs et divers	74 700	73 343
Total :	1 908 839	1 800 286

La variation de ce poste s'explique principalement par la hausse des achats de marchandises de la Restauration Hors Domicile suite à la signature de nouveaux contrats, par l'augmentation des charges de gazole liée à l'évolution à la hausse du prix du carburant et par la forte progression des charges de sous-traitance Transport pour faire face au surcroît d'activité.

4.3 Charges de personnel

	2017	2016
Salaires et rémunérations	534 525	509 987
Charges sociales	214 506	207 475
Charges nettes d'indemnités de départ à la retraite	3 362	3 158
Intéressement et Participation des salariés	21 190	23 730
Total :	773 583	744 350

Les charges sociales incluent les charges de l'exercice au titre des médailles du travail. Les éléments relatifs aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont analysés en note 4.22.

Le produit de CICE positionné en minoration des charges sociales représente 22,5 millions d'euros en 2017 (18,7 millions d'euros en 2016).

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont décrites dans la partie « renseignements à caractère général » du rapport de gestion. La charge, y compris les contributions patronales, liée à ces actions s'élève à 2,9 millions d'euros en 2017 (0,6 millions d'euros en 2016).

4.4 Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions

	2017	2016
Dépréciation nette des reprises des créances clients	(2 836)	2 118
Dépréciation d'autres actifs financiers	(28)	(3)
Mouvements nets sur provisions	1 710	(2 733)
Total :	(1 154)	(618)

Les mouvements de provisions sont analysés en note 4.23.

4.5 Autres produits et charges opérationnels

	2017	2016
Plus-values de cessions immobilières	6 737	1 036
Plus-values de cessions de matériels roulants	515	696
Plus-value cession Navire	0	9 108
Autres *	3 362	(389)
Total	10 614	10 451

* En autres, figurent, le résultat positif du contentieux lié aux taux de CVAE (2,1 M€) et les intérêts moratoires sur le remboursement de la taxe à 3% sur les dividendes (0,4 M€).

En 2017, les plus ou moins-values immobilières nettes comprennent principalement la cession du site de St Herblain dans l'ouest de la France

En 2016, la plus-value sur navire correspondait à la cession du Scandola avant impôt et participation.

4.6 Produits et charges financiers

	2017	2016
Produits financiers		
Autres produits financiers	259	358
Dividendes perçus de participations non consolidées	0	331
Part inefficace des instruments qualifiés de couverture	188	
Charges financières		
Charges d'intérêts sur passifs financiers au coût amorti	(9 044)	(12 469)
Part inefficace des instruments qualifiés de couverture		(68)
Total	(8 597)	(11 848)

La dette du groupe est en majeure partie à taux variable (voir note 4.24).

Le résultat financier profite de la baisse des taux (Euribor 3mois à -0,33% en moyenne sur 2017 contre -0,26% en 2016) malgré la hausse des besoins de financement du Groupe consécutifs à des investissements immobiliers.

4.7 Charge d'impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat :

	2017	2016
Charge d'impôt courant		
- Demande de remboursement de la taxe sur les dividendes 2013/2017	3 320	
- Taxe de 3 % sur les dividendes	(829)	(718)
- Contribution exceptionnelle et contribution additionnelle impôt France	(7 614)	
- Charge d'impôt courant hors éléments ci-dessus	<u>(31 260)</u>	<u>(26 236)</u>
Sous-total charge d'impôt courant	(36 383)	(26 954)
Charge/ produit d'impôt différé (note 4.14)	<u>3 099</u>	<u>2 087</u>
Total	<u>(33 284)</u>	<u>(24 867)</u>

Analyse de la différence entre la charge théorique d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Résultat avant impôt	<u>123 738</u>	<u>111 413</u>
	34,43%	34,43%
Impôt théorique au taux de (impôt courant):	(42 603)	(38 359)
Produit de CICE non soumis à l'impôt	7 758	6 434
Incidence des résultats de l'activité maritime soumis à la taxe au tonnage	1 598	3 172
Utilisation de déficits antérieurs non activés	740	888
Déficits activés dans la période	1 196	217
Différentiel de taux d'impôt à l'étranger	1 443	1 003
Changement taux d'IS France	2 806	3 086
Taxe de 3 % sur les dividendes	(829)	(718)
Demande de remboursement de la taxe sur les dividendes 2013/2017	3 320	
Contribution exceptionnelle et contribution additionnelle impôt France	(7 614)	
Autres différences permanentes	(1 099)	(589)
Impôt effectif	<u>(33 284)</u>	<u>(24 867)</u>
Taux effectif d'impôt	26,9 %	22,3 %

En 2017, l'effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés résulte des changements successifs des taux d'impôts en France qui portent le taux d'impôt en France de 34,43% en 2017, à 32,02% en 2019, 28,92% en 2020, 27,37% en 2021 et 25,83% en 2022.

En 2016, l'effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés résulte essentiellement de la réduction du taux d'impôt en France votée dans la Loi de finances 2017, qui porte le taux d'impôt à 28,92% à partir de 2020.

4.8 EBITDA

	2017	2016
Résultat opérationnel	132 335	123 261
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	108 143	106 902
Dotations nettes sur dépréciations et provisions (note 4.4)	1 154	618
Total	241 632	230 781

4.9 Écarts d'acquisition

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	137 018	134 686
Acquisition de filiales et d'activités	2 586	2 332
Cession de filiales		-
Dépréciations		
Valeur nette au 31 décembre	139 604	137 018

En 2017, l'évolution de ce poste correspond à l'acquisition de la société espagnole Transports Badosa.

En 2016, l'acquisition de filiales et activités comprenait l'écart d'acquisition, dégagé lors de l'acquisition de la société VERS EXPRESS aux Pays Bas pour 2,3 millions d'euros.

Des tests de dépréciation ont été effectués à la clôture de l'exercice 2017, conformément à la méthodologie décrite en note 2.7. Pour ce besoin, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels du Groupe.(note 2.21)

Les valeurs d'utilité des UGT, qui correspondent aux flux de trésorerie futurs actualisés, ont été déterminées sur la base des principales hypothèses suivantes :

	<u>Transport</u>	<u>Logistique</u>	<u>International</u>	<u>Maritime</u>
- Taux d'actualisation	7,8 %	7,8%	7,8%	7,8%
- Taux de croissance à long terme	1,5%	2,3%	2,4%	-

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital incluant les paramètres généralement admis (bêta, prime de risque du marché). Ce taux tient compte de l'effet d'impôt.

Pour ce qui concerne l'UGT Maritime, la valeur d'utilité est historiquement déterminée par la somme, d'une part des flux actualisés à horizon de la fin de la DSP et d'autre part de la valeur vénale des navires à dire d'experts utilisée comme valeur terminale. En conséquence du fait de l'échéance de la DSP transitoire à fin 2019, l'essentiel de la valeur est constituée par la valeur de marché des navires.

Ventilation par secteurs des écarts d'acquisition

	Transport	Logistique	Maritime	Activités Internationales	Autres	Total
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée	91 424	6 079	7 193	42 353	7 331	154 380

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous indique, pour chacune des unités génératrices de trésorerie, la marge des tests correspondant à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable résultant d'une part d'une variation des taux de croissance (baisse d'1pt), d'autre part d'une variation du taux d'actualisation (hausse d'1pt) :

Hypothèses retenues :

Les taux de croissance nominatifs varient de :

Transport	1,5%	à	0,5%
Logistique	2,3%	à	1,3%
International	2,4%	à	1,4%

Le taux d'actualisation (WACC) varie de 7,8% à 8,8%

Résultat des tests :

Le taux d'actualisation qui conduirait à des valeurs recouvrables égales aux valeurs nettes comptables se situe à 18,6 %.

en millions d'euros 31/12/2017	Marge de résistance à la variation des taux	
	de croissance (baisse de 1pt)	d'actualisation (hausse de 1pt)
Transport	715	682
Logistique	170	156
Maritime	76	75
Activités Internationales	528	503
TOTAL	1 489	1 416

4.10 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2015	117 919	22 021	139 940
Acquisitions	5 654	3 235	8 889
Mouvements de périmètre		(229)	(229)
Autres variations	479	(462)	17
Cessions et mises au rebut	(3 366)		(3 366)
Au 31 décembre 2016	120 686	24 565	145 251
Acquisitions	4 605	218	4 823
Mouvements de périmètre	41		41
Autres variations	522	(524)	(2)
Cessions et mises au rebut	(1 119)	(9)	(1 128)
Au 31 décembre 2017	124 735	24 250	148 985
Amortissements et dépréciations	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2015	105 197	12 674	117 871
Dotations	9 412	442	9 854
Mouvements de périmètre		(229)	(229)
Autres mouvements	3	(82)	(79)
Reprises et cessions	(3 085)		(3 085)
Au 31 décembre 2016	111 527	12 805	124 332
Dotations	10 452	590	11 042
Mouvements de périmètre	39	0	39
Autres mouvements	236	(10)	226
Reprises et cessions	(1 111)	(319)	(1 430)
Au 31 décembre 2017	121 143	13 066	134 209
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	9 159	11 760	20 919
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	3 592	11 184	14 776

4.11 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 31 décembre 2015	1 063 435	115 211	311 915	505 954	1 996 515
Acquisitions	59 807	23 936	1 985	66 833	152 561
Mouvements de périmètre	16	568		117	701
Cessions et mises au rebut	(3 689)	(4 061)	(35 336)	(15 915)	(59 001)
Autres variations (y compris immobs.en cours)	15 739	16	2 133	(14 520)	3 368
Au 31 décembre 2016	1 135 308	135 670	280 697	542 469	2 094 144
Acquisitions	69 167	19 523		80 551	169 241
Mouvements de périmètre	10	2 713		114	2 837
Cessions et mises au rebut	(11 221)	(3 557)		(14 212)	(28 990)
Autres variations (y compris immobs.en cours)	20 307	(131)	5 496	(36 278)	(10 606)
Au 31 décembre 2017	1 213 571	154 218	286 193	572 644	2 226 626

Amortissements et dépréciations	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 31 décembre 2015	430 250	83 330	209 835	323 150	1 046 565
Augmentations	40 148	12 038	6 683	38 179	97 048
Mouvements de périmètre	13	404		103	520
Cessions et mises au rebut	(2 863)	(3 038)	(33 445)	(14 028)	(53 374)
Autres variations	1 777	10		1 294	3 081
Au 31 décembre 2016	469 325	92 744	183 073	348 698	1 093 840
Augmentations	37 227	14 012	7 128	39 248	97 615
Mouvements de périmètre	11	2 017		77	2 105
Cessions et mises au rebut	(8 026)	(2 994)		(13 441)	(24 461)
Autres variations	(1 284)	(119)	(1)	(5 503)	(6 907)
Au 31 décembre 2017	497 253	105 660	190 200	369 079	1 162 192
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	665 983	42 926	97 624	193 771	1 000 304
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	716 318	48 558	95 993	203 565	1 064 434

Les variations de périmètres concernent l'acquisition de la société Transports Badosa.

Par ailleurs, les acquisitions de la période, situées dans la colonne « autres », comprennent des immobilisations en cours pour un montant de 37,6 millions d'euros (contre 36,4 millions d'euros au 31 décembre 2016)

La valeur nette comptable des immobilisations utilisées par le Groupe, par le biais de contrats de location financement, s'analyse comme suit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
- Véhicules	15 967	6 924
- Installations techniques	-	77
- Plate-formes et entrepôts	80 695	88 061
- Terrains attachés	29 476	30 412
Total :	126 138	125 474

4.12 Actifs financiers non courants

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Participations non consolidées	3 074	3 080
Prêts et créances	26 080	25 389
Autres actifs financiers non courants	3	6
Total :	29 157	28 475

Les prêts et créances comprennent principalement les prêts versés dans le cadre de la participation à l'effort de construction pour 24,5 millions d'euros en 2017 (20,4 millions d'euros en 2016).

4.13 Entreprises associées

Les sociétés, dans lesquelles le Groupe détient des participations mises en équivalence, sont citées au paragraphe 5. Les données en milliers d'euros issues des états financiers des sociétés dont les titres sont mis en équivalence sont les suivantes :

2017	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	17 300	9 885	6 526	3 359	857	1 510	385
GROUPE PRIMEVER	49,00%	124 877	110 017	96 343	13 674	7 398	3 639	1 783
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	79 496	35 306	18 875	16 431	7 693	3 143	1 216
NETKO	40,00%	5 209	3 471	3 314	157	172	(128)	(51)
NORFRIGO (1)	37,65%				24 509	6 351	24	9
SNC NORMANDIE EXPORT LOGISTICS	38,69%		12 695	3 829	8 866	3 430	(134)	(52)
OLANO SEAFOOD IBERICA (1)	32,00%				4 449	1 770	(153)	(49)
OLANO VALENCIA (1)	20,00%				1 641	749	(145)	(29)
QUICK SERVICE LOGISTIQUE SARL ((1))	49,00%				964	472	463	227
STEFOVER TUNISIE (1)	49,00%				136	121	8	4
SCCV CORBAS (1)	25,00%				7	2	8	2
SCCV DIJON CHAMPOLLION (1)	49,00%					-	-	-
SCCV SILSA (1)	49,00%				50	25	-	-
TOTAL		226 882	171 374	128 887	74 243	29 039	8 235	3 445

(1) Données chiffre d'affaires et bilanciels non communiquées

2016	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%						(3)	(3)
FROIDCOMBI	25,50%	15 391	6 773	4 427	2 346	598	761	194
GROUPE PRIMEVER (2)	49,00%				10 044	5 620	3 237	1 586
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	76 025	42 757	27 396	15 361	7 316	2 709	1 048
NETKO (2)	40,00%				557	223		
NORFRIGO (2)	37,65%				24 484	6 341	(6 122)	(2 305)
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	27 812	12 339	7 488	4 851	1 898	647	207
OLANO VALENCIA (2)	20,00%				1 787	778	445	89
STEFOVER TUNISIE (2)	49,00%				150	132	8	4
TOTAL		119 228	61 869	39 311	59 580	22 906	1 681	820

(1) société sans activité ou en cours de liquidation

(2) Données chiffre d'affaires et bilanciels non communiquées

Le groupe n'est partie prenante dans aucune co-entreprise.

4.14 Actifs et passifs d'impôt différé

Les positions nettes d'impôts différés par pays se présentent comme suit :

2017	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total groupe
Impôts différés	(15 134)	(797)	(80)	(1 559)	158	368	207	(16 837)

2016	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total groupe
Impôts différés	(15 581)	(797)	483	(689)	(382)	332	171	(16 463)

Les principales natures d'impôt différé, ainsi que leurs variations au cours de l'exercice sont les suivantes :

2017	1er janvier 2017	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2017
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	672	(651)	312		333
Différences temporaires fiscales	5 806	(1 411)			4 395
Actualisation des prêts à l'effort construction	1 152	9			1 161
Ecarts actuariels IAS 19 R	1 833			(427)	1 406
Charges relatives aux Actions de performance	0	726			726
Juste valeur des instruments de couverture	3 733	(62)	212	(3 211)	672
Déficits reportables	2 060	868			2 928
Prestations internes immobilisées	2 208	188			2 396
Résultats internes	380	(39)			341
Levées d'option crédit bail	5 472	(491)	(14)		4 967
Lease back	11	(11)			0
Provisions retraite	273	311			584
Autres	(118)	(2)	120		0
Total actifs d'impôt différé	23 482	(565)	630	(3 638)	19 909
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(18 154)	1 064	(133)		(17 223)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(61)	61			0
Immobilisations corporelles en location-financement	(13 450)	1 148	(212)		(12 514)
Réévaluation d'immobilisations	(6 258)	977			(5 281)
Impôt de fusion	(1 986)	394			(1 592)
Ecarts de conversion	(23)	23			0
Autres	(13)	(3)	(120)		(136)
Total passifs d'impôt différé	(39 945)	3 664	(465)	0	(36 746)
Impact net	(16 463)	3 099	165	(3 638)	(16 837)

2016	1er janvier 2016	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2016
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	851	524	(603)	(100)	672
Différences temporaires fiscales	6 588	(793)	11		5 806
Actualisation des prêts à l'effort construction	1 749	(597)			1 152
Ecarts actuariels IAS 19 R	2 074	(267)	(494)	520	1 833
Application IFRIC 21 sur les charges de C3S	566		(566)		0
Juste valeur des instruments de couverture	4 966	32	(346)	(919)	3 733
Déficits reportables	5 140	(3 430)	350		2 060
Prestations internes immobilisées	2 322	(114)			2 208
Résultats internes	551	(171)			380
Levées d'option crédit bail	4 938	534			5 472
Lease back	29	(18)			11
Provisions retraite	716	(624)	181		273
Autres	(68)	(50)			(118)
Total actifs d'impôt différé	30 422	(4 974)	(1 467)	(499)	23 482
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(19 134)	980			(18 154)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(200)	139			(61)
Immobilisations corporelles en location-financement	(17 670)	3 797	423		(13 450)
Réévaluation d'immobilisations	(8 088)	1 830			(6 258)
Impôt de fusion	(2 409)	404	19		(1 986)
Ecarts de conversion	(13)	(47)	37		(23)
Autres	26	(42)	3		(13)
Total passifs d'impôt différé	(47 488)	7 061	482	0	(39 945)
Impact net	(17 066)	2 087	(985)	(499)	(16 463)

Les autres variations comprennent les impacts des entrées de périmètre et des reclassements par nature.

En 2017, les variations au compte de résultat comprennent l'effet des changements de taux d'impôt successifs en France : 32,02 % en 2019, 28,92 % en 2020, 27,37% en 2021 et 25,83% en 2022.

En 2016, les variations au compte de résultat comprenait l'effet du changements de taux d'impôt en France à compter de 2020 de 34,43 % à 28,92 %.

Le Groupe estime que, sur la base des plans d'actions engagés localement et des prévisions de résultat qui en découlent et qui ont été établies sur la base d'hypothèses prudentes, les filiales porteuses de ces actifs disposeront dans un avenir prévisible de bénéfices imposables suffisants sur lesquels les actifs d'impôts différés reconnus pourront s'imputer.

L'ensemble des bases d'impôts différés non reconnues, au titre des pertes reportables, s'élève à fin 2017 à 24 millions d'euros principalement sur la France (27 millions 31 décembre 2016).

4.15 Stocks

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Matières premières et fournitures	35 664	18 227
Marchandises RHD	23 062	18 371
Autres	61	88
Total	58 787	36 686
Dépréciations	(600)	(9)
Total	58 187	36 677

L'évolution de ce poste correspond d'une part à l'augmentation du stock de palettes lié à la croissance de l'activité transport et d'autre part à la hausse du niveau des marchandises RHD suite aux nouveaux contrats signés en 2017.

4.16 Clients

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Montant brut des créances clients	489 108	466 170
Dépréciations	(13 803)	(10 907)
Total	475 305	455 263

Les mouvements de dépréciations des créances clients, constatés en résultat en 2017 et 2016 sont mentionnés en note 4.4. Il n'y a pas de client important au sens d'IFRS 8.

4.17 Autres créances

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avances et acomptes reçus	10 710	25 236
Créances sociales	2 638	2 057
Créances fiscales hors IS	81 619	65 360
Comptes courants actifs	6 251	2 730
Charges constatées d'avance	10 250	9 657
Autres créances	14 715	17 268
Total	126 183	122 308

4.18 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
VMP et placements	2 348	2 275
Trésorerie active	57 071	49 251
Total	59 419	51 526

4.19 Capital social

Le nombre d'actions composant le Capital social est de 13 165 649 actions de valeur nominale de 1€ au 31 décembre 2017 inchangé par rapport à 2016.

Le Conseil d'Administration réuni le 14 mars 2018 a fixé à 2,45 euros par action le dividende à verser au titre de l'exercice 2017 (2,25 euros au titre de l'exercice 2016). Ce dividende n'a pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés 2017 et constituera une dette de la société s'il est approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Pour assurer un certain volume d'échange sur le titre, le Groupe a conclu un contrat de liquidité avec un établissement financier.

4.20 Résultat par action

Le résultat non dilué par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de STEF par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est déterminé en tenant compte des actions émises à la suite de l'exercice d'options de souscription par les bénéficiaires de ces options, des actions propres acquises par le Groupe qui sont déduites et des actions propres attribuées aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions qui exercent leurs options d'achat.

Le calcul du résultat dilué par action est effectué sur la base d'un nombre d'actions majoré par l'effet de l'exercice de l'ensemble de ces instruments.

Le rapprochement entre les actions existantes au début de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions retenu dans les calculs des résultats par action est le suivant :

	exercice 2017	exercice 2016
RESULTAT part de Groupe	93 638	87 052
Nombre d'actions de capital au 31 décembre (a)	13 165 649	13 165 649
Nombre d'actions propres à fin de période (b)	848 691	879 475
Pondération des mouvements d'actions propres de l'exercice (c)	(18 586)	(10 320)
Nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice pour le calcul du résultat non dilué (a) - (b) + (c)-(d)	12 298 372	12 275 854
Nombre d'actions propres affecté au plan d'action de performance (d)	(31 008)	(26 304)
Pondération des mouvements des BSAAR de l'exercice		(447)
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul du résultat par action dilué	12 329 380	12 301 711 *
Résultat par action en Euro :		
- Non dilué :	7,61	7,09
- Dilué :	7,59	7,08

*Inclus, le montant des BSAAR sur l'exercice 2015 pour -447 K€.

4.21 Dettes financières

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	213 036	279 533
Dettes liées à des locations financement	33 234	40 392
Juste valeur des instruments financiers dérivés	5 549	9 449
Total	251 819	329 374
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	53 296	38 996
- Dettes liées à des locations financement	9 319	10 081
- Autres dettes financières diverses	2 596	2 992
- Billets de trésorerie	201 500	147 500
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2 085	4 186
Découverts bancaires et crédits à court terme	64 975	37 592
Total	333 771	241 347
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	585 590	570 721

Pour financer ses investissements, le groupe a fait appel principalement à des emprunts bancaires et à l'émission de billets de trésorerie.

L'exigibilité des dettes financières se présente, comme suit, au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016 :

2017	Total	Moins d'un an	Échéances plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits (y compris juste valeur des dérivés)	273 966	55 381	124 769	93 816
Location financement	42 553	9 319	32 442	792
Billets de trésorerie	201 500	201 500	-	-
Découverts bancaires	64 975	64 975	-	-
Dettes financières diverses	2 596	2 596	-	-
Total	585 590	333 771	157 211	94 608
2016	Total	Moins d'un an	Échéances plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits (y compris juste valeur des dérivés)	332 164	43 182	202 991	85 991
Location financement	50 473	10 081	34 049	6 343
Billets de trésorerie	147 500	147 500	-	-
Découverts bancaires	37 592	37 592	-	-
Dettes financières diverses	2 992	2 992	-	-
Total	570 721	241 347	237 040	92 334

L'exposition du Groupe aux risques de change, de taux et de liquidité du fait de son endettement financier sont analysés en note 4.24.

Les variations des activités de financement détaillées par flux cash et non cash figurent ci-dessous :

2017	31 décembre 2016	Flux de trésorerie	Flux non cash			31 décembre 2017
			Mouvements périmètre	Variation de juste valeur	Effet de change	
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	318 528	(51 741)	3		(1 561)	265 229
Dettes liées à des locations financement	50 473	(8 648)	729			42 554
Billets de trésorerie	147 500	54 000				201 500
Dettes financières diverses & ICNE	2 992	(394)				2 598
Découverts bancaires et crédits à court terme	37 592	26 115	1 268			64 975
Juste valeur des instruments financiers dérivés	13 636			(4 902)		8 734
Total :	570 721	19 332	2 000	(4 902)	(1 561)	585 590

4.22 Avantages au personnel

La présente note concerne d'une part, les avantages post-emploi à prestations définies qui incluent les indemnités de départ à la retraite en France et en Suisse et les indemnités de fin de contrat de travail en Italie, d'autre part, les autres avantages à long terme qui incluent les médailles du travail en France et en Suisse.

Avantages postérieurs à l'emploi

	2017	2016
Dette actuarielle	55 225	54 838
Actifs de couverture	(33 515)	(32 838)
<i>s/total Indemnités de départ à la retraite</i>	21 710	22 000
Médailles du travail	10 069	9 817
Total	31 779	31 817

Variation des montants nets comptabilisés au bilan

	2017	2016
Montant au 1 ^{er} janvier	22 000	17 776
Charge de l'exercice	3 362	3 158
Variation de périmètre		494
Variation des écarts actuariels (Prime versée) / remboursement reçu des compagnies d'assurance	(1 052)	2 668
Prestations payées	(2 600)	(2 176)
Montant au 31 décembre	21 710	22 000

Variation de la dette actuarielle

	2017	2016
Montant au 1 ^{er} janvier	54 838	46 705
Droits acquis au cours de l'exercice et coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	3 827	3 365
Prestations payées	(2 600)	(2 176)
<i>Projection de la dette actuarielle au 31 décembre sur la base des hypothèses en début d'exercice</i>	56 065	47 894
Intégration pension Suisse		4 054
Variation de périmètre		494
Écarts actuariels liés à :		
- des hypothèses démographiques		(1 114)
- des hypothèses financières	218	2 743
- des ajustements d'expérience	(1 058)	767
Montant au 31 décembre	55 225	54 838

Détail de la charge de l'exercice

	2017	2016
Droits acquis au cours de l'exercice	2 999	2 480
Coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	828	885
Rendement prévu des fonds cantonnés	(465)	(579)
Intégration pension Suisse		372
	3 362	3 158

L'échéancier des versements des prestations théoriques est le suivant :

Années	2018	2019	2020	2021	2022
Versements des prestations théoriques	2 783	1 426	2 230	3 013	3 039

Variation de la juste valeur des actifs de couverture

	2017	2016
Montant au 1er janvier	32 838	28 929
Rendement financier attendu pour 2016	465	579
Ecart actuariels	163	(271)
Remboursements sur prestations reçus des fonds	49	(80)
Intégration Pension Suisse		3 681
Juste valeur des actifs au 31 décembre	33 515	32 838

La charge de l'exercice a été comptabilisée en charges opérationnelles. Les fonds cantonnés, gérés en euros, sont déposés auprès d'investisseurs institutionnels en France et en Suisse. Ils bénéficient de la garantie en capital et, pour l'essentiel, d'une garantie de rendement minimal. Les fonds cantonnés auprès des contrats d'assurances sont composés d'actifs en euros (part principale) et d'actifs diversifiés, offrant pour certains une garantie minimale de taux et dans tous les cas une garantie en capital.

Les principales hypothèses retenues pour évaluer la dette actuarielle, au titre des indemnités de départ à la retraite, sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation	1,5% (Suisse 0,75%)	1,5% (Suisse 0,75%)
Taux prévu d'augmentation des salaires	2,25 % ou 1,75 % (Suisse 1%) (CMN 1,80 %)	2,25 % ou 1,75 % (Suisse 0%)
Taux de rendement attendu des fonds cantonnés	1,5%	2,0%
Age de départ à la retraite	De 60 à 66 ans	De 60 à 66 ans
Table de mortalité	TGH 05 et TGF 05 RGM/RGF 48 BVG 2015	TGH 05 et TGF 05 RGM/RGF 48 BVG 2015

L'âge de départ en retraite dépend de la qualification des salariés et des secteurs d'activité au sein desquels ils sont employés. Il est, par ailleurs, retenu, comme hypothèse, que les salariés quittent le Groupe sur la base d'une demande de départ volontaire. Par conséquent, les indemnités qui leur sont versées en France sont assujetties à charges sociales conformément à la loi Fillon de 2003 et aux lois ultérieures de financement de la sécurité sociale.

Un test de sensibilité a été effectué avec un taux d'actualisation variant de 0,25% par rapport au taux ci-dessus. Il conduit à une diminution de l'engagement de 2,7% ou à une augmentation de 2,8% selon le sens de la variation du taux d'actualisation.

4.23 Provisions

Le détail des provisions pour risques et charges au bilan est le suivant :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Indemnités de départ à la retraite (cf note 4.22)	21 710	22 000
Médailles du travail	10 069	9 817
Provisions litiges	14 238	12 370
Autres provisions	9 925	13 908
Total	55 942	58 095

La variation des provisions pour risques et charges s'explique principalement par la reprise de provisions pour coûts de démantèlement d'actifs immobiliers et des charges non récurrentes liées à des réorganisations de sites.

L'évolution des provisions, autres que celles relatives aux indemnités de départ à la retraite se présente comme suit :

	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2017	9 817	12 370	13 908	36 095
Mouvements de périmètre				0
Autres variations	(27)		(361)	(388)
Dotations	939	12 382	5 541	18 862
Reprises utilisées	(660)	(8 450)	(5 187)	(14 297)
Reprises non utilisées	0	(2 064)	(3 976)	(6 040)
Au 31 décembre 2017	10 069	14 238	9 925	34 232
Non courantes	10 069	2 892	3 009	15 970
Courantes	0	11 346	6 916	18 262
Au 31 décembre 2017	10 069	14 238	9 925	34 232

	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2016	9 380	13 231	10 968	33 579
Mouvements de périmètre				0
Autres variations		(40)	(756)	(796)
Dotations	917	10 349	8 353	19 619
Reprises	(480)	(11 170)	(4 657)	(16 307)
Au 31 décembre 2016	9 817	12 370	13 908	36 095
Non courantes	9 817	3 067	10 211	23 095
Courantes	0	9 303	3 697	13 000
Au 31 décembre 2016	9 817	12 370	13 908	36 095

La provision pour litiges couvre, pour la part courante, les coûts engendrés par les avaries intervenues pendant les prestations de transport, manutention ou entreposage et pour la part non courante la prise en compte de risques dans des contentieux divers.

Les autres provisions couvrent des risques fiscaux et sociaux ainsi que des risques liés à l'activité maritime.

4.24 Gestion des risques financiers

Risque de crédit

Aucun client ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats et la situation financière du Groupe. Le groupe dispose également d'un contrat d'assurance contre le risque de défaillance de ses clients qui est renouvelé de manière régulière.

Les placements financiers sont constitués de titres de premier rang et sont négociés avec des banques, elles-mêmes de premier rang.

Le Groupe souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des dérivés actifs et passifs au bilan.

Risque de taux d'intérêt

L'endettement financier consolidé du Groupe est aujourd'hui pour partie à taux variable et pour partie à taux fixe.

La structure de la dette financière par type de taux, après prise en compte des instruments de couverture en place, est la suivante :

	2017		2016	
	Taux fixes	Taux variables	Taux fixes	Taux variables
Emprunts bancaires	229 571	220 160	270 675	195 352
Dettes liées à des locations-financement	37 087	5 467	45 337	5 136
Dettes financières diverses	2 596	8 734	2 992	13 636
Découverts bancaires et crédits à court terme		81 975		37 592
Total des dettes financières après couverture	269 254	316 336	319 004	251 717

L'objectif du Groupe en termes de gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la signature de nouveaux contrats de financements immobiliers tout en maintenant une veille active de l'évolution des taux d'intérêt afin de couvrir, lorsque les conditions de marché sont favorables, les autres financements du Groupe. Cette politique de couverture du Groupe doit permettre d'optimiser l'adossage des instruments de couverture aux dettes sous-jacentes, tout en améliorant son efficacité et en respectant les obligations comptables en termes de comptabilité de couverture.

En France, 25 swaps sont encore actifs au 31 décembre 2017, totalisant un notionnel cumulé couvert de 150 millions d'euros. Les autres swaps de taux sont parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 9 et 15 ans à l'origine.

En Espagne, 2 swaps couvrent une partie de la dette en crédit-bail pour un montant de près de 4,5 millions d'euros. Par ailleurs un swap de taux d'intérêt permet de couvrir le financement de la plateforme de Torrejon, pour un notionnel couvert de 4,5 millions d'euros sur une durée résiduelle de 3 ans.

En Italie, la filiale STEF ITALIA dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de la plateforme de Tavazzano, pour un nominal de 6 millions d'euros arrivant à échéance en 2022. Au cours de l'année 2017, un second swap a été mis en place pour couvrir le financement de la plateforme de Mairano pour un notionnel de 6 millions d'euros sur une durée de 9 ans.

En Belgique, la filiale STEF LOGISTICS SAINTES dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de sa plateforme de Saintes, pour un nominal d'environ 2,5 millions d'euros arrivant à échéance en 2024.

Au Pays-Bas, la filiale SPEKSNIJDER acquise en septembre 2014 dispose d'un swap de taux pour un nominal de 0,5 million d'euros arrivant à échéance en 2020.

Analyse de sensibilité au risque de taux :

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêt, à la date de clôture, aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées constantes.

(-) Débit / (+) Crédit	Impact sur le Compte de résultat		Impact sur le résultat global	
	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps
Charges d'intérêt sur actifs/passifs à taux variable	1 520	(1 520)		
Variation de JV des dérivés			3 333	(3 462)
Impact net	1 520	(1 520)	3 333	(3 462)

Exposition du bilan aux risques de taux

Au 31 décembre 2017	Courant		Non courant	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Dettes financières*	11 854	318 733	83 895	162 374
Actifs financiers non courants (note 4.12)			(26 083)	(3 074)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4.18)		(59 419)		
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	11 854	259 314	57 812	159 300
Notionnels des dérivés	26 704	(26 704)	146 801	(146 801)
Exposition nette après prise en compte des dérivés	38 559	232 610	204 613	12 499

* Hors juste valeur des instruments dérivés

Au 31 décembre 2016	Courant		Non courant	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Dettes financières*	10 247	226 915	39 466	280 457
Actifs financiers non courants (note 4.12)			(25 395)	(3 080)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4.18)		(51 526)		
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	10 247	175 389	14 071	277 377
Notionnels des dérivés	119 527	(119 527)	150 035	(150 035)
Exposition nette après prise en compte des dérivés	129 774	55 862	164 106	127 342

* Hors juste valeur des instruments dérivés

Risque de change

L'essentiel des flux en dehors de la zone euro concerne la Suisse, dont l'activité représente moins de 1 % du chiffre d'affaires du Groupe. Sur ce périmètre, les revenus et les coûts associés sont majoritairement comptabilisés en francs suisses, ce qui limite l'impact d'une variation du taux de change €/CHF sur les résultats du Groupe.

Risque de liquidité

Le Groupe dispose d'une gestion centralisée de trésorerie qui lui assure la maîtrise de l'ensemble des disponibilités de ses filiales.

Les besoins de trésorerie du Groupe sont assurés, majoritairement, par des lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère.

STEF dispose au 31 décembre 2017, de 12 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 138 millions d'euros. Au 31 décembre 2017 aucune de ces lignes de crédit n'est utilisée.

En février 2016, afin de compléter et diversifier sa base de prêteurs et de réaliser des économies de charges financières, le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie d'un montant plafond de 250 millions d'euros. Ces billets sont émis par STEF SA sur des maturités allant de 1 jour à 1 an. L'encours du programme au 31 décembre 2017 est de 201,5 millions d'euros.

La société STEF dispose également de crédits spots totalisant 32 millions d'euros, utilisés à hauteur de 17 millions d'euros au 31 décembre 2017, et d'autorisations de découverts, sans échéance convenue, totalisant 103 millions d'euros dont 65 utilisées au 31 décembre 2017. Les besoins de trésorerie courants des filiales sont assurés principalement par la maison-mère via une convention de centralisation de trésorerie européenne.

Les lignes de crédit confirmées, non utilisées, et les autorisations de découvert disponibles et crédits spots, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au Groupe une excellente maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 ou 6,5 et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,7. Au 31 décembre 2017, le Groupe respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

Les flux de trésorerie contractuels attachés aux passifs financiers et aux dettes de locations financement s'analysent comme suit :

	2017 Valeur comptable	Échéances des flux de trésorerie contractuels		
		Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires	265 231	52 197	119 154	93 880
Location financement	42 554	9 320	32 442	792
Découverts bancaires	64 975	64 975	-	
Billets de trésorerie	201 500	201 500	-	
Passifs financiers dérivés	8 734	3 184	5 613	(63)
Dettes financières diverses	2 596	2 596		
<i>s/total dettes financières</i>	<i>585 590</i>	<i>333 772</i>	<i>157 209</i>	<i>94 609</i>
Fournisseurs	397 555	397 555		
Autres dettes courantes	333 523	333 523		
Total	1 316 668	1 064 850	157 209	94 609

Risque sur le gazole

En tant que consommateur important de gazole, STEF qui est exposé aux variations du prix de ce carburant n'envisage pas, pour le moment, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion de cette charge, le Groupe privilégie surtout l'optimisation des achats avec des acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations des véhicules.

Information sur la juste valeur des instruments financiers par catégorie

	Valeur au bilan 31/12/2017	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	92		92		
Autres actifs financiers non courants	7 327			7 327	
Prêts et créances des activités de financement	21 303			21 303	
Titres de placement	435		435		
<i>s/total : actifs financiers non courants</i>	<i>29 157</i>	<i>-</i>	<i>527</i>	<i>28 630</i>	<i>-</i>
Clients	475 305			475 305	
Autres débiteurs	147 977			147 977	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 419	59 419		-	
Actifs	711 858	59 419	527	651 912	-

	Valeur au bilan 31/12/2017	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	8 734	182		8 552	
Dettes des activités de financement	511 881		469 327		42 554
Passifs financiers courants	64 975		64 975		
<i>s/total : dettes financières</i>	<i>585 590</i>	<i>182</i>	<i>534 302</i>	<i>8 552</i>	<i>42 554</i>
Fournisseurs	397 555		397 555		
Autres créanciers	333 523		333 523		
Passifs	1 316 668	182	1 265 380	8 552	42 554

	Valeur au bilan 31/12/2016	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	203		203		
Autres actifs financiers non courants	7 809			7 809	
Prêts et créances des activités de financement	20 369			20 369	
Titres de placement	94		94		
<i>s/total : actifs financiers non courants</i>	28 475	-	297	28 178	-
Clients	455 263			455 263	
Autres débiteurs	142 904			142 904	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 526	51 526		-	
Actifs	678 168	51 526	297	626 345	-

	Valeur au bilan 31/12/2016	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	13 636			13 636	
Dettes des activités de financement	519 493		469 020		50 473
Passifs financiers courants	37 592		37 592		
<i>s/total : dettes financières</i>	570 721	-	506 612	13 636	50 473
Fournisseurs	356 802		356 802		
Autres créanciers	334 552		334 552		
Passifs	1 262 075	-	1 197 966	13 636	50 473

Les actifs et passifs financiers n'entrant pas dans le champ d'application de la norme IAS 39 sont principalement constitués de dettes de location financement.

Hiérarchie des justes valeurs au 31 décembre 2017

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		527	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 348	57 071	
Actifs	2 348	57 598	
Instruments dérivés		8 734	
Passifs		8 734	

Portefeuille des dérivés au 31 décembre 2017

	Juste valeur	A l'actif	Au passif	Part efficace comptabilisée en Résultat Net Global de la période	Nominal couvert	Maturité moyenne	Taux de référence
Swaps	(8 734)		(8 734)	4 714	173 505	3 ans	Euribor

Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèles de valorisation (type Black & Sholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable, au risque de crédit près.

4.25 Autres dettes

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Avances et acomptes versés	23 757	34 202
Dettes sociales	178 073	170 363
Dettes fiscales	97 330	95 490
Produits constatés d'avance	17 132	15 624
Comptes courants passifs	923	935
Dettes sur acquis. d'actifs	12 751	12 871
Autres dettes	3 424	3 762
Total	333 390	333 247

4.26 Locations simples

Les loyers comptabilisés en charge au titre des contrats de locations simples sur immobilier, matériels de transports et autres matériels se sont élevés, en 2017, à 71,5 millions d'euros (75,1 millions d'euros en 2016).

4.27 Opérations avec des parties liées

Les parties liées par rapport à STEF sont les entreprises associées, ses administrateurs et ses dirigeants. Sont également dans cette position les structures d'actionnariat de cadres et de dirigeants ainsi que le fonds commun de placement des salariés qui, en agissant de concert, contrôlent 83,89 % des droits de vote à l'assemblée de STEF.

Les rémunérations nettes et autres avantages versés aux administrateurs et aux dirigeants ont été les suivants, en euros :

	2017	2016
Traitements et salaires	1 391 066	1 572 414
Jetons de présence	132 204	109 300
Total	1 523 270	1 681 714
Avantages à court terme :	1 523 270	1 681 714
Avantages postérieurs à l'emploi :	-	-
Avantages à long terme :	Néant	Néant
Indemnités de fin de contrat de travail :	Néant	Néant
Paiements en actions	412 148	Néant

Les salaires et traitements présentés donnent, sur une base annuelle, le cumul des rémunérations nettes ainsi que les avantages versés aux anciens et nouveaux administrateurs et dirigeants.

Les soldes et transactions avec les entreprises associées s'analysent comme suit :

	Soldes au 31 décembre 2017				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts LT	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Froid Combi						
Groupe Primever	70	(298)		1 585	1 981	(7 945)
Messageries Laitières	3 058			862	27 551	(4)
Netko	171		1 200		860	(100)
SNC Normandie Export Logistics			1 341			
Olano Seafood Iberica						
Olano Valencia	5					
QSL-STEF				5 066		
Stefover Tunisie						(66)

	Soldes au 31 décembre 2016				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts LT	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Froid Combi						
Groupe Primever	318	(221)		1 585	2 338	(8 870)
Messageries Laitières	3 156	(1)	2 459	2 442	26 913	(44)
Olano Seafood Iberica						
Olano Valencia	6					
Stefover Tunisie					8	

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées sont facturées aux conditions normales du marché. Il n'est pas intervenu de transaction significative, en 2017 et 2016, entre le Groupe, d'une part, et les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants et le fonds commun de placement des salariés d'autre part.

4.28 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers, du marché, de soutenir le développement futur de l'activité et d'assurer la liquidité du titre.

4.29 Honoraires des Commissaires aux comptes

En K€	Cabinet Mazars				Cabinet KPMG			
	Montants		%		Montants		%	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
AUDIT								
I) Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	943	908	90%	92%	798	773	99%	100%
a) Émetteur	123	107	12%	11%	171	155	21%	20%
b) Filiales intégrées globalement	820	801	78%	81%	627	618	78%	80%
II) Services autres que la certification des comptes	108	77	10%	8%	6		1%	0%
a) Émetteur	21	24	2%	2%	6	0	1%	0%
b) Filiales intégrées globalement	87	53	8%	5%	0	0	0%	0%
TOTAL	1 051	985	100 %	100 %	804	773	100 %	100 %

Les honoraires de commissariats aux comptes des autres cabinets s'élèvent à 110 K€ pour l'année 2017 (112 K€ en 2016).

Les services autres que la certification des comptes concernent principalement le rapport sociétal et environnemental et les audits d'acquisition d'entreprises.

4.30 Engagements hors bilan

En K€	2017	2016
Engagements reçus		
Engagements liés au financement	0	0
Engagements liés aux activités opérationnelles	1 869	1 869
Engagements liés au périmètre consolidé	2 880	1 030
Lignes de crédit disponibles à moyen terme non utilisées	138 000	99 000
Crédits spots et découverts bancaires non utilisés	53 000	93 000
Autres engagements reçus	783	0
TOTAL	196 532	194 899
Engagements donnés	2017	2016
Engagements liés au financement	250	0
Engagements liés aux activités opérationnelles	42 635	48 500
Engagements liés au périmètre consolidé	0	0
Autres engagements donnés	1 927	0
TOTAL	44 812	48 500

Les engagements liés aux activités opérationnelles comprennent principalement des commandes fermes d'immobilisations corporelles non encore exécutées qui s'élèvent à 38,2 millions d'euros au 31 décembre 2017. (contre 45,5 millions d'euros au 31 décembre 2016).

4.31 Passifs éventuels

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe peut être défendeur dans des litiges et contentieux. Il comptabilise une provision à chaque fois qu'il estime probable un dénouement défavorable devant se traduire par une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. Au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016, il n'existait aucun litige ou contentieux susceptible d'avoir des incidences significatives sur la situation financière du Groupe et ses résultats futurs.

En février 2018, le groupe a reçu une assignation dont les détails figurent en note 4.33.

4.32 Convention de délégation de service public

En juillet 2017, la Méridionale a conclu avec Corsica Linea, une convention de subdélégation auprès de l'OTC pour la desserte de la Corse pour la période d'octobre 2017 à octobre 2019.

4.33 Événements postérieurs à la clôture

En date du 22 février 2018, Corsica Ferries a assigné devant le Tribunal de Commerce de Marseille le groupement SNCM (par l'intermédiaire de ses liquidateurs judiciaires) et La Méridionale.

Corsica Ferries estime que la réponse conjointe des deux sociétés à la consultation en vue de l'attribution de la Délégation de service public pour la période 2014-2023 (délégation aujourd'hui annulée), constituait une pratique anti-concurrentielle, alors même que le cahier des charges de cette consultation l'autorisait.

Le Groupe estime que cette action judiciaire n'est pas légitime et prépare une action en défense avec l'aide de ses avocats.

5 Liste des sociétés consolidées

En application des règles énoncées au paragraphe 2.1 ci-dessus les sociétés suivantes sont comprises dans les états financiers consolidés:

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-17	31-déc-16
Société STEF-SA (Mère)		
Atlantique SA (Espagne)	100%	100%
Bretagne Frigo	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Nord et de l'Est (EFNE)	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques du Sud-Ouest (EFSO)	100%	100%
FSD	100%	100%
GIE STEF Geodis	50%	50%
Institut des métiers du froid	100%	100%
SLD Aix-en-Provence	100%	100%
SNC STEF-TFE Services	100%	100%
STEF Information et Technologies	100%	100%
STEF IT Portugal	100%	100%
STEF Logistics Courcelles (Belgique)	100%	100%
STEF Logistics Saintes (Belgique)	100%	100%
STEF Logistique Plouénan	100%	100%
STEF Suisse	99%	99%
STEF Nederland (Pays-Bas)	100%	100%
Vers Express	100%	100%
Speksnijder Transport BV et ses filiales	100%	100%
Speksnijder Bodegraven	100%	100%
Speksnijder Transport DHZ BV	100%	100%
Société des Glacières et frigorifiques de St Nazaire (SGN) et sa filiale :	100%	100%
SNC Loudéac Froid	100%	100%
Immostef et ses filiales :	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Normandie Loire (EFNL)	100%	100%
Frigaurice	100%	100%
Les Frigorifiques du Périgord	100%	100%
GEFA	100%	100%
Normandie Souchet	100%	100%
SCI BV 18	100%	100%
SCI des Vallions	100%	100%
SCI Fresh 5	100%	100%
SCI Fresh 7	100%	100%
SCI Immo	100%	100%
SCI Immotrans 42	100%	100%
SNC Adour Cap de Gascogne	100%	100%
SNC Agen Champs de Lassalle	100%	100%
SNC Allonnes Entrepôts	100%	100%
SNC Atton Logistique	100%	100%
SNC Bondoufle La Haie Fleurie	100%	100%
SNC Brignais Charvolin	100%	100%
SNC Burnhaupt Les Mulhouse	100%	100%
SNC Carros La Manda	100%	100%
SNC Cavaillon Le Castanie	100%	100%
SNC Cergy Frais	100%	100%
SNC Cergy Froid	100%	100%
SNC de la Vesvraise	100%	100%
SNC Donzenac Entrepôts	100%	100%
SNC Donzenac La Maleyrie	100%	100%

	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-17	31-déc-16
SNC France Plateformes	100%	100%
SNC Gap Plan de Lardier	100%	100%
SNC Immotrans 49	100%	100%
SNC Immotrans 56	100%	100%
SNC Immotrans 69	100%	100%
SNC La Pointe de Pessac	100%	100%
SNC Le Mans Faraday (ex FIM)	100%	100%
SNC Les Essarts Sainte-Florence	100%	100%
SNC Louverne Les Guichérons	100%	100%
SNC Mâcon Est Replonges	100%	100%
SNC Mions La Perrinière	100%	100%
SNC Plan d'Orgon sur Durance	100%	100%
SNC Reims La Pompelle	100%	100%
SNC Saran Les Champs Rouges	100%	100%
SNC St Herblain Chasseloir	100%	100%
SNC Strasbourg Pont de L'Europe	100%	100%
SNC Toussieu Chabroud	100%	100%
SNC Trangé Le Bois Chardon	100%	100%
SNC Valence Pont des Anglais	100%	100%
STEF Logistique et ses filiales :	100%	100%
KL Services (KLS)	100%	100%
STEF Logistique Le Plessis Paté	100%	-
STEF Logistique St Pierre des corps	100%	-
STEF Logistique Aix	100%	100%
STEF Logistique Alsace	100%	100%
STEF Logistique Arnage	100%	100%
STEF Logistique Atton	100%	100%
STEF Logistique Aulnay	100%	-
STEF Logistique Aurice	100%	100%
STEF Logistique Bain de Bretagne	100%	100%
STEF Logistique Bondoufle	100%	100%
STEF Logistique Bourgogne	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Nord	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Sud	100%	100%
STEF Logistique Brignais	100%	-
STEF Logistique Cergy	100%	100%
STEF Logistique Darvault	100%	100%
STEF Logistique Distribution Cergy	100%	100%
STEF Logistique Distribution Montsout	100%	100%
STEF Logistique Distribution Vitry	100%	100%
STEF Logistique Fuveau	100%	100%
STEF Logistique Givors	100%	100%
STEF Logistique Tigery	100%	100%
STEF Logistique Le Plessis Belleville	100%	100%
STEF Logistique Lesquin	100%	100%
STEF Logistique Lorraine Surgelés	100%	100%
STEF Logistique Méditerranée	100%	100%
STEF Logistique Midi-Pyrénées Limousin	100%	100%
STEF Logistique Montbartier	100%	100%
STEF Logistique Montsout	100%	100%
STEF Logistique Moulins-Les-Metz	100%	100%
STEF Logistique Nemours	100%	100%
STEF Logistique Niort	100%	100%
STEF Logistique Nord	100%	100%
STEF Logistique Normandie	100%	100%
STEF Logistique Pays de Loire	100%	100%

	31-déc-17	31-déc-16
STEF Logistique Pessac	100%	100%
STEF Logistique Rhône-Alpes	100%	100%
STEF Logistique Rouen	100%	100%
STEF Logistique Saint-Dizier	100%	100%
STEF Logistique Saint-Sever	100%	100%
STEF Logistique Santé	100%	100%
STEF Logistique Sorgues	100%	100%
STEF Logistique Tours	100%	100%
STEF Logistique Toussieu	100%	100%
STEF Logistique Vénissieux	100%	100%
STEF Logistique Vitry	100%	100%
STEF Restauration France	100%	100%
STEF Transport Montsoul	100%	100%
STEF TSA	100%	100%
STEF TSA Orléans Nord	100%	100%
STEF TSA Rhône Alpes	100%	100%
Stim D'Orbigny et ses filiales :	-	100%
Atlantique Développement	-	100%
Compagnie Méridionale de Participation (CMP) et sa filiale :	100%	100%
La Méridionale		
et ses filiales :	98%	98%
A.M.C	98%	98%
Cie Méridionale de Manutention (CMM)	98%	98%
SNC PIANA	98%	98%
STEF Transport et ses filiales :	100%	100%
Dispack	100%	100%
Ebrex France et sa filiale :	100%	100%
STEF Logistique Salon de Provence	100%	100%
Immotrans 35	100%	100%
STEF Eurofrischfracht	100%	100%
STEF International Strasbourg	100%	100%
STEF International Paris	100%	100%
STEF International Ouest	100%	100%
STEF International Lyon	100%	100%
STEF International Bordeaux	100%	100%
STEF Logistique Caen	100%	100%
STEF Logistique Vannes	100%	100%
STEF Transport Agen	100%	100%
STEF Transport Alpes	100%	100%
STEF Transport Angers	100%	100%
STEF Transport Avignon	100%	100%
STEF Transport Bordeaux Bègles	100%	100%
STEF Transport Boulogne	100%	100%
STEF Transport Bourges	100%	100%
STEF Transport Brive	100%	100%
STEF Transport Caen	100%	100%
STEF Transport Cavaillon	100%	100%
STEF Transport Chaulnes	100%	100%
STEF Transport Clermont-Ferrand	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT

	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-17	31-déc-16
STEF Transport Côte d'Azur	100%	100%
STEF Transport Dijon	100%	100%
STEF Transport Epinal	100%	100%
STEF Transport Saint Lô	100%	100%
STEF Transport Investissement	100%	100%
STEF Transport Landivisiau	100%	100%
STEF Transport Langres	100%	100%
STEF Transport Laval	100%	100%
STEF Transport Le Mans	100%	100%
STEF Transport Le Rheu	100%	100%
STEF Transport Lesquin	100%	100%
STEF Transport Lille	100%	100%
STEF Transport Limoges	100%	100%
STEF Transport Lorient	100%	100%
STEF Transport Lyon	100%	100%
STEF Transport Lyon Est	100%	100%
STEF Transport Mâcon	100%	100%
STEF Transport Marseille	100%	100%
STEF Transport Metz	100%	100%
STEF Transport Metz Nord	100%	100%
STEF Transport Montpellier	100%	100%
STEF Transport Mulhouse	100%	100%
STEF Transport Nantes Carquefou	100%	100%
STEF Transport Narbonne	100%	100%
STEF Transport Niort 1-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Niort 2-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Orléans	100%	100%
STEF Transport Paris Athis	100%	100%
STEF Transport Paris Plessis Belleville	100%	100%
STEF Transport Paris Rungis	100%	100%
STEF Transport Paris Vitry	100%	100%
STEF Transport Pilotage France	100%	100%
STEF Transport Plan d'Orgon	100%	100%
STEF Transport Quimper	100%	100%
STEF Transport Reims	100%	100%
STEF Transport Rennes	100%	100%
STEF Transport Chateaubourg	100%	100%
STEF Transport Rethel	100%	100%
STEF Transport Rouen	100%	100%
STEF Transport Saint Amand	100%	100%
STEF Transport Saint Brieuc	100%	100%
STEF Transport Saintes (Belgique)	100%	100%
STEF Transport Saint-Sever	100%	100%
STEF Transport Strasbourg	100%	100%
STEF Transport Tarbes	100%	100%
STEF Transport Toulouse	100%	100%
STEF Transport Tours	100%	100%
STEF Transport Valence	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT

	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-17	31-déc-16
STEF Transport Vannes	100%	100%
STEF Transport Velaines	100%	100%
STEF Transport Vendée	100%	100%
STEF Transport Vire	100%	100%
Stefover	100%	100%
TFE International Ltd (Royaume-Uni)	100%	100%
Tradimar Bordeaux	100%	100%
Transport Frigorifique Normandie	100%	100%
Transports Frigorifiques des Alpes (TFA)	100%	100%
Transports Frigorifiques Spadis et sa filiale :	100%	100%
STEF Transport St-Etienne	100%	100%
STEF Italia Holding et ses filiales :	100%	100%
STEF Logistics Italia Srl	100%	100%
Immostef Italia (détenue à 49% par Immostef France)	100%	100%
STEF Italia SpA et ses filiales :	100%	100%
Calabria Dist Log	51%	51%
SLF Sicilia	97%	97%
STEF Trento	51%	51%
STEF International Italia Srl	100%	100%
STEF Seafood Italia Srl	100%	100%
STEF Logistica e Distribuzione Srl	100%	100%
STEF Iberia et ses filiales :	100%	100%
Immostef Portugal	100%	100%
Logirest Slu	100%	100%
STEF Los Olivos	100%	100%
STEF Portugal-Logistica E Transporte, Lda	100%	100%
Transportes Badosa SAU	100%	-
Immostef Espana et sa filiale :	100%	100%
Friomerk et sa filiale:	100%	100%
Euromerk	100%	100%

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-17	31-déc-16
Participations de STEF Transport :		
Froidcombi	25%	25%
Messageries Laitières	39%	39%
Olano Valencia (Espagne)	20%	20%
Stefover Tunisie (filiale de Stefover)	49%	49%
Groupe Primever	49%	49%
Olano Seafood Iberica	32%	32%
Normandie Export Logistics	39%	-
Participations de STEF Logistique :		
QSL - STEF	49%	-
Participations d'Immostef :		
Norfrigo	38%	38%
SCCV Innovespace Corbas	25%	-
SCCV Parc Dijon Champollion	49%	-
SCCV SILSA	49%	-
Participation de STEF Nederland :		
Netko	40%	40%